

its

Libération 6.3.97 p 5

Il a fallu trois semaines de jacquerie en Albanie pour que l'Europe ouvre les yeux sur les dérives autocratiques d'un «démocrate» ex-stalinien.

L'Europe aveugle (suite)

PAR JACQUES AMALRIC

Les responsables européens sont incorrigibles. Une fois de plus, ils se sont laissés prendre par surprise. Hier — c'était il y a dix ans! —, ils se révélaient incapables d'interpréter correctement les signes avant-coureurs de l'éclatement yougoslave. Et, aujourd'hui, c'est le raz-de-marée anarchique submergeant l'Albanie qu'ils n'ont pas voulu voir venir. Depuis près d'un an pourtant, on savait que le «miracle albanais» n'aurait pas lieu. Très exactement, depuis les élections législatives de mai 1996, qui avaient permis au Parti démocrate du président Sali Berisha de se tailler la part du lion au Parlement, grâce à une fraude massive qui avait entraîné le retrait de tous les candidats de l'opposition.

Ces manœuvres frauduleuses n'étaient pas passées inaperçues des observateurs envoyés par le Conseil de l'Europe et l'Organisation de coopération et de sécurité en Europe (OSCE) pour surveiller le scrutin. Mais leur rapport fut vite enterré. Pourquoi créer des ennuis à un homme comme Sali Berisha, dont les adversaires, officiellement socialistes, étaient surtout des partisans de l'ancien régime, et qui acceptait de jouer les pompiers auprès des Albanais du Kosovo? Cela ne méritait-il pas qu'on ferme les yeux sur les dérives autocratiques du «bon docteur» arrivé au pouvoir en 1992? Et qu'on oublie pudiquement que ce cardiologue converti sur le tard à la démocratie avait pendant longtemps réservé ses soins à Enver Hoxja, avait été très proche de Ramiz Alia (qui succéda à Hoxja en 1985) et avait tout de même été l'un des secrétaires du Parti communiste albanais pendant près de vingt ans?

Il aura fallu que Berisha, débordé par une jacquerie de petits épargnants dupés, ait recours à la censure, fasse incendier le principal journal d'opposition de Tirana par les sbires de sa police politique et décrète l'état d'urgence en même temps qu'il se faisait réélire pour cinq ans par un Parlement à sa botte pour qu'on veuille bien se rappeler ses antécédents staliniens. C'est un peu tard... Mieux aurait valu écouter les experts qui dénonçaient depuis des mois, sinon des années, l'escroquerie financière dite des «pyramides» mise en place par des proches du régime et exiger le démantèlement du système avant qu'il s'effondre sous la supercherie, rendant littéralement fou tout un peuple. Les moyens de pression efficaces, après tout, ne manquaient pas, à commencer par l'aide étrangère. L'Albanie n'est-elle pas l'ancien pays communiste d'Europe de l'Est à avoir reçu, au cours des cinq dernières années, la plus importante aide européenne par tête d'habitant? La somme dépasse les 3 milliards de francs pour une population inférieure à 3,5 millions. Une aide, faut-il le préciser, dont les Albanais

n'ont fait qu'entre apercevoir la couleur et qui a bien évidemment été détournée à leur profit par les membres de la nouvelle classe criminelle du pays. Car, si miracle il y eut, ces dernières années, c'est bien au bénéfice de ces nouveaux entrepreneurs-truands, passés maîtres dans l'art de la contrebande (y compris avec la Serbie soumise à embargo), du trafic de drogue, du pillage des fonds publics et de la détresse du gogo. Autant de pratiques qui ne présentaient aucun risque, puisqu'elles étaient «protégées» par les dignitaires du régime, qui hésitaient de moins en moins à lâcher la bride de la police secrète pour faire taire les esprits critiques ou les pousser à quitter le pays.

Le résultat est là, et il est désastreux: le sud du pays est en rébellion ouverte, face à une armée décomposée, dont une moitié paraît avoir jeté les armes et dont on ne sait rien sur la loyauté de l'autre moitié. Elle peut tout aussi bien rejoindre la révolte que perpétrer de terribles massacres, n'étant absolument pas formée aux techniques du maintien de l'ordre.

Sourd, jusqu'à présent, à tous les appels à composer avec son opposition, Berisha semble prêt à jouer son va-tout en se lançant dans la répression (confiée au chef de la police secrète) d'un mouvement hétéroclite mais profond, regroupant aussi bien les nostalgiques de l'ordre d'antan, les floués de l'escroquerie à l'épargne que les hommes de main de la mafia locale. A ce stade, nos grilles politiques ne permettent plus d'y voir clair. C'est moins le réveil d'une société civile, qui n'existe pas encore, que le stade infantile du politique, dans lequel le capitalisme est assimilé à une loterie dont tous les billets devraient être gagnants. Nous ne sommes pas à Sofia, même pas à Belgrade. Mais plutôt quelque part entre la Somalie et la Colombie. Sauf que nous sommes en Europe. Qu'une guerre civile menace, que l'Italie se prépare à repousser de nouveaux «boat people», que la Grèce se fait nerveuse en pensant à sa minorité ethnique d'Albanie, au cœur de la tourmente.

On ne peut jamais exclure une dérive nationaliste dans la poudrière des Balkans, cette fois-ci via les importantes communautés albanaises du Kosovo et de la Macédoine. La gravité des dangers rend passablement dérisoires les réactions enregistrées jusqu'à présent tant à Washington que dans la plupart des capitales européennes. L'heure est moins à donner des conseils en démocratie à un Berisha qui n'en a cure qu'à lui poser clairement des conditions et à se préparer au pire. Même si le pire n'est pas encore certain ■

Jacques Amalric est éditorialiste à Libération.